

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL DE LA BELLE JOIE**

BELLE JOIE  
22600 Loudéac

Code AIOT : 0052202451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement EARL DE LA BELLE JOIE implanté BELLE JOIE 22600 Loudéac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DE LA BELLE JOIE
- BELLE JOIE 22600 Loudéac
- Code AIOT : 0052202451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE agricole porcine soumise à autorisation.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Tenue du registre des suivis de station	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	3 mois
4	Tenue du	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	cahier d'épandage ( zones vulnérables)	27/12/2013, article 37		
6	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
7	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 1	Demande d'action corrective	5 jours
8	Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	Demande d'action corrective	5 jours
9	Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V	Demande d'action corrective	3 mois
10	Aux fins de suivi du fonctionnement de l'unité de traitement des lisiers	Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 3,2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 1	Sans objet
5	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire pour l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires au retour à la conformité de son exploitation, sur les items de cette inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'EARL DE LA BELLE JOIE, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Belle Joie» sur la commune de LOUDEAC est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2610 emplacements pour les porcs en production de plus de 30 kg et 5272 animaux équivalents (A.E.).
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Tenue du registre des suivis de station**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Aucun suivi de l'unité de traitement et de compostage pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Notification des changements du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.  La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.  Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.  Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Nouvelle convention avec des prêteurs sans information préalable auprès de M Le Préfet
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<b>Constats :</b>  Non conforme

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
N'ayant aucun suivi de l'unité de traitement, il est impossible de connaître le détail de la gestion des effluents. La démonstration réalisée sur le cahier n'est que partielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 16
<b>Prescription contrôlée :</b>  Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Un regard de la couverture fixe sur l'unité de stockage était ouvert. Il est nécessaire de bien maintenir fermer ce couvercle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'EARL de la BELLE JOIE, à LOUDEAC au ieu-dit « La Belle Joie », est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter :  dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'article 1-2-4 de son arrêté préfectoral de référence du 26 avril 2018, qui prévoit que les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</li><li>- l'article 3-5-1 de son arrêté préfectoral de référence du 26 avril 2018 qui prévoit les prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers.</li><li>- l'article 6 de son arrêté préfectoral de référence du 26 avril 2018 qui prévoit les prescriptions particulières concernant l'unité de compostage.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'article 1er de l'APMD signé à l'encontre de l'exploitant en date du 09 mars 2022 , n'est pas respecté. En effet, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures nécessaires au respect des prescriptions inclus dans son arrêté préfectoral de référence sur son unité de compostage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours

**N° 8 : Dispositions relatives au compostage, températures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29. L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Aucun suivi du compostage des co produits solides issus de la centrifugation des lisiers.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours

**N° 9 :** Calcul du 170 kg N/ ha.SAU : mode de calcul

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe-1- V
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  V.- La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. ... La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est égale à la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation divisée par la surface agricole utile. Tous les fertilisants azotés d'origine animale sont considérés, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés. Les quantités d'azote épandues chez les tiers ou provenant de tiers figurent sur les bordereaux d'échanges d'effluents prévus au IV de la présente annexe.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au vu de l'absence de suivi de l'unité de traitement des lisiers, il est impossible de valider la démonstration de l'exploitant sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 :** Aux fins de suivi du fonctionnement de l'unité de traitement des lisiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2018, article 3,2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prescriptions particulières concernant l'unité de traitement des lisiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 3.2 Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés : - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ; - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit ; - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ; - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ; - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ; - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanaté produit ; - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ; - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ; - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;



- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est nécessaire de remettre l'ensemble des débitmètres de l'unité de traitement des lisiers en bon état de fonctionnement, conformément aux articles de l'arrêté préfectoral en date du 26 avril 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois